

Guéret, le 29 janvier 2009

MOTION commune CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires remise ce jour à Monsieur le Préfet, et au Medef, envoyée au Président de la République, aux parlementaires de la Creuse, à la CCI, aux chambres consulaires, à CGPME, UMP.

NOUS SOMMES DEVANT UNE CRISE GLOBALE, CAR SONT CONCERNES :

- TOUS LES SECTEURS DE L'ECONOMIE
- LES ENTREPRISES, LES MENAGES, LES BANQUES, LES ADMINISTRATIONS,
- TOUTES LES REGIONS DU MONDE, DONT LA FRANCE.
- CETTE CRISE N'EST NI UNE CRISE PUREMENT FINANCIERE QUI AURAIT COMMENCEE AUX ETATS-UNIS EN 2007 AVEC LA CRISE DES *SUBPRIMES*, NI UNE CRISE QUI VIENDRAIT DE L'EXTERIEUR. ELLE EST LA CONSEQUENCE DE CHOIX ECONOMIQUES ET SOCIAUX LIBERAUX, COMMUN A TOUS LES PAYS, QUI N'ONT COMME FIL CONDUCTEUR QUE LES CRITERES DE RENTABILITE DES CAPITAUX. CES CHOIX ECONOMIQUES ET SOCIAUX ONT GANGRENES L'ENSEMBLE DE LA PLANETE.
- CES CHOIX CONDUISENT A UN MODE DE DEVELOPPEMENT FONDE SUR UNE LOGIQUE DE DEVALORISATION DU TRAVAIL, AVEC DES DEGATS IMPORTANTS TANT DU POINT DE VUE SOCIAL QU'ENVIRONNEMENTAL. LES TECHNOLOGIES ET LES DECISIONS POLITIQUES (DEREGLEMENTATIONS, LIBERALISATIONS, PRIVATISATIONS) CONDUISENT A UNE MISE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS, A L'ECHELLE NATIONALE COMME INTERNATIONALE. IL EN RESULTE, EN FRANCE NOTAMMENT, A UN TAUX D'EMPLOI FAIBLE, AVEC UN CHOMAGE MASSIF ET PERSISTANT, LE DEVELOPPEMENT DE LA PRECARITE, DES NIVEAUX DE REMUNERATION BIEN EN DESSOUS DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL, DES LICENCIEMENTS MASSIFS, DES DELOCALISATIONS, LA REMISE EN CAUSE GLOBALE DES GARANTIES COLLECTIVES, LA CASSE DES SERVICES PUBLICS. DANS CE CONTEXTE, LES RETRAITES, LES FAMILLES ET LES CHOMEURS SONT EGALEMENT TOUCHES PAR CETTE CRISE QUI MET A MAL LA COHESION SOCIALE ET LES SOLIDARITES. EN EFFET, LES EFFETS DE CETTE POLITIQUE ONT DES CONSEQUENCES DIRECTES SUR LA PROTECTION SOCIALES DONT LES RESSOURCES SONT AFFECTEES A LA FOIS PAR LES REDUCTIONS MASSIVES D'EMPLOIS, LES BAS SALAIRES ET LES EXONERATIONS SOCIALES. AINSI, L'ACCES AUX SOINS, LES PRESTATIONS SOCIALES, LES INDEMNITES CHOMAGE SONT REDUITS A LEUR PORTION CONGRUE.

ON LE MESURE, CETTE RECESSION SOCIALE A DES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES GRAVES.

POUR AUGMENTER LA RENTABILITE DU CAPITAL, LES ENTREPRISES EXERCENT UNE PRESSION PERMANENTE SUR L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LE GOUVERNEMENT COMPLAISANT REpond FAVORABLEMENT AUX EXIGENCES PATRONALES. CELA NE SUFFISANT PAS, LES ENTREPRISES CHERCHENT UNE RENTABILITE SUPPLEMENTAIRE DANS DES

OPERATIONS FINANCIERES HASARDEUSES : C'EST LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE. CETTE FINANCIARISATION SE MANIFESTE PAR :

- UNE HAUSSE DES REVENUS FINANCIERS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES,
- UNE HAUSSE DE LA PART DES DIVIDENDES VERSES AUX ACTIONNAIRES PAR RAPPORT A LA VALEUR AJOUTEE (5% EN 1985 ET 25 % AUJOURD'HUI)

DANS CETTE BOULIMIE FINANCIERE, LA MASSE SALARIALE ET L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF DEVIENNENT LES SEULES VARIABLES D'AJUSTEMENT. CELA ENTRAINE UN AFFAIBLISSEMENT DU TAUX DE CROISSANCE POTENTIEL NETTEMENT INFERIEUR AUX TAUX DE RENTABILITE DU CAPITAL INTENABLE SUR LE LONG TERME.

CETTE CONTRADICTION EXPLIQUE LA SITUATION D'AUJOURD'HUI.

AFIN D'EN ATTENUER LES CONSEQUENCES LE GOUVERNEMENT LANCE PLUSIEURS PLANS LARGEMENT INSUFFISANTS QUI RISQUENT DE PROVOQUER DES EFFETS AGGRAVANT LA SITUATION.

1) UN PLAN DE SAUVETAGE DE 360 MILLIARDS (30 ANNEES DE SALAIRES NETS D'UN MILLION DE SMICARDS) CRITIQUABLE SUR PLUSIEURS POINTS :

- IL FAIT RECOURS AUX MARCHES FINANCIERS
- IL N'Y A AUCUNE CONTREPARTIE
- IL NE PREVOIT AUCUNE PLACE POUR LES SALAIRES

2) UN FONDS STRATEGIQUE D'INVESTISSEMENT EGALEMENT CRITIQUABLE

- LA RESPONSABILITE DES PRIVATISATIONS DANS L'EXPOSITION DES ENTREPRISES STRATEGIQUES A L'APPETIT DES MARCHES FINANCIERS EST IGNOREE
- LES MISSIONS SOCIALES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION SONT OUBLIEES
- IL FAIT EGALEMENT RECOURS AUX MARCHES FINANCIERS

3) UN PLAN DE RELANCE CRITIQUABLE POUR AU MOINS 4 RAISONS

- SUR LA MODESTIE DES SOMMES ENGAGEES : LE GOUVERNEMENT PARLE DE 26 MILLIARDS D'€ ; EN REALITE, LES SOMMES SUPPLEMENTAIRES NE SONT QUE DE 4 MILLIARDS D'€
- IL EVACUE LA QUESTION DE LA DEMANDE SALARIALE
- IL IGNORE LA QUESTION DES CHOIX DE GESTION DES ENTREPRISES. ON NE PEUT PAS PARLER DE LA RELANCE DE L'INVESTISSEMENT SANS ABORDER LA QUESTION DES DIVIDENDES VERSES AUX ACTIONNAIRES (EN 2007227 MILLIARDS DE DIVIDENDES CONTRE 209 MILLIARDS D'INVESTISSEMENTS)
- IL S'INSCRIT DANS LA LOGIQUE LIBERALE DE REDUCTION DU COUT DU TRAVAIL : IL PREVOIT DE NOUVELLES EXONERATIONS SOCIALES PATRONALES ALORS QUE DANS LE MEME TEMPS ON ANNONCE UN NOUVEAU DEFICIT RECORD DE LA SECURITE SOCIALE ET QUE LES SALAIRES VONT DEVOIR METTRE LA MAIN A LA POCHE.

A CONTRARIO DE CES DIVERSES MESURES INEFFICACES QUI N'AURONT POUR EFFET QUE D'AMPLIFIER LA CRISE, LES SALAIRES ENGAGES DANS L'ACTION D'AUJOURD'HUI AINSI QUE LES 70% DE FRANÇAIS QUI SOUTIENNENT CETTE ACTION EXIGENT DES REPONSES IMMEDIATES ET A LONG TERME. AUTREMENT DIT, IL FAUT CONJUGUER LES REPONSES IMMEDIATES AUX PREOCCUPATIONS SOCIALES AUX QUESTIONS STRUCTURELLES.

POUR CELA, DES ENJEUX FONDAMENTAUX SONT POSES :

- IL FAUT ARTICULER L'OFFRE DES BIENS ET SERVICES PAR LES ENTREPRISES ET LA DEMANDE EMANANT DU MONDE DU TRAVAIL POUR ASSURER UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS SES DIMENSIONS SOCIALES, ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES. CELA NECESSITE DE PROMOUVOIR LE TRAVAIL PAR LE SOUTIEN DES EMPLOIS ET LA HAUSSE DES SALAIRES, PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF PUBLIC ET PRIVE, ETABLIR DE VERITABLES GARANTIES ET DROITS COLLECTIFS, AGIR POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE VERITABLE COMPLEMENTARITE DANS LES MESURES NATIONALES, EUROPEENNES ET INTERNATIONALES.

LES ENTREPRISES ONT UNE RESPONSABILITE SOCIALE A ASSUMER EN CE QUI CONCERNE LE SOUTIEN A L'EMPLOI ET LES SALAIRES. L'ETAT A EGALEMENT SON ROLE A JOUER DANS LE SOUTIEN DE L'EMPLOI, EN QUALITE DE DONNEUR D'ORDRE (IL DOIT PRIVILEGIER LES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS SES COMMANDES) MAIS EGALEMENT D'EMPLOYEUR, IL DOIT ARRETER LES SUPPRESSIONS DE POSTES SURTOUT DANS LES SECTEURS OU IL Y A UN MANQUE CRIANT DE PERSONNEL, PAR EXEMPLE DANS L'EDUCATION NATIONALE.

POUR LES SALAIRES IL DOIT DONNER UN COUP DE POUCE AU SMIC, AUX PENSIONS, AUX MINIMA SOCIAUX ET AUX INDEMNITES CHOMAGE ET SURTOUT, IL DOIT DONNER L'EXEMPLE EN AUGMENTANT LA REMUNERATION DE SES AGENTS ET METTRE UN TERME AU DEVELOPPEMENT DE LA PRECARITE.

DANS LES 2 CAS, IL DOIT CONDITIONNER LES AIDES FINANCIERES AUX ENTREPRISES A LA CONCLUSION D'ACCORDS SALARIAUX.

IL DOIT PROMOUVOIR UNE VERITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE. CELA NECESSITE DES EFFORTS PLUS IMPORTANTS EN TERME DE RECHERCHE, FORMATION, RELATIONS ENTRE DONNEURS D'ORDRE ET SOUS-TRAITANTS, AIDES ET FINANCEMENT (PUBLIC, CREDITS BANCAIRES...)

IL DOIT PROCEDER A UNE REFONTE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE CAR PLUSIEURS ENJEUX SONT POSES. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS PORTENT SUR DU LONG TERME ; IL EST DONC INDISPENSABLE DE LES ISOLER DANS LES DEPENSES PUBLIQUES ET DE LES TRAITER AUTREMENT.

IL FAUT REDUIRE LES GACHIS QUI GREVENT LES RECETTES PUBLIQUES : NICHES FISCALES (70 MILLIARDS), EXONERATIONS DE COTISATIONS SOCIALES (33 MILLIARDS), CADEAUX AUX ENTREPRISES SANS CONTREPARTIE NI CONTROLE (60 MILLIARDS) ...

IL FAUT REVOIR LA FISCALITE POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE ET PLUS D'EFFICACITE ECONOMIQUE, AVEC LA SUPPRESSION DU BOUCLIER FISCAL ET DU PAQUET FISCAL (15 MILLIARDS), ACCROITRE LA PROGRESSIVITE DE L'IMPOT SUR LE REVENU.

IL FAUT MODULER L'IMPOT SUR LES SOCIETES EN FONCTION DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF ET NE PAS SUPPRIMER LA TAXE PROFESSIONNELLE QUI GREVERAIT CONSIDERABLEMENT LES FINANCES DES COLLECTIVITES LOCALES.

IL FAUT EGALEMENT DEVELOPPER LE LOGEMENT SOCIAL.

POUR LA MISE EN PLACE D'UNE VERITABLE POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE PRENANT EN COMPTE LES ELEMENTS CI-DESSUS ET REpondant AUX BESOINS DES SALARIES IL CONVIENT D'ORGANISER UNE VERITABLE CONFERENCE NATIONALE QUI DEFINIRAIT LES PRIORITES ET OBJECTIFS GLOBAUX EN TERME DE CROISSANCE ECONOMIQUE, D'INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS, D'EMPLOI ET DE REVENU A LAQUELLE PARTICIPERAIENT, ENTRE AUTRES, LES ORGANISATIONS SYNDICALES QUI CONTRAIREMENT AU DIRE DE CERTAINS DEPUTES UMP ONT UNE VERITABLE LEGITIMITE DEMOCRATIQUE.